



Pétrole, coup de frein à la transition; Économie | chronique

Le Monde

mardi 24 décembre 2024

Copyright 2024 Le Monde Interactif tous droits réservés

Le Monde

Section: LE MONDE; Pg. 26

Length: 1021 words

Byline: par Jean-Michel Bezat

Body

Sur la planète fossile, le Danemark avait créé la surprise, en 2017, en prenant une décision radicale : la vente de l'activité « oil & gas » de la société Dong Energy et son recentrage sur les seules énergies renouvelables. Rebaptisé **Orsted**, en 2019, le groupe est devenu le premier exploitant mondial d'éoliennes en mer, au terme d'une transition amorcée dès la fin des années 2000. « *Notre vision est claire : un monde employant uniquement des énergies vertes* », est-il affiché sur le site Internet. Un exemple à suivre par les compagnies pétrolières ? Les taux d'intérêt, le prix des matières premières, une diversification excessive et une boulimie d'investissement ont entraîné l'abandon de projets géants et de lourdes pertes. La vertu écologique ne paie pas, et **Orsted** est désormais en difficulté.

Au moment où le groupe danois faisait sa révolution, Shell, BP, TotalEnergies, Equinor ou ENI promettaient de « *verdir* » (timidement) leur mix énergétique. Les technologies bas ou zéro carbone (éolien, solaire, hydrogène, batteries, capture-stockage du CO₂...) -allaient monter en puissance à l'horizon 2030 et représenter une part croissante de leurs investissements et de leurs activités, même si pétrole et gaz resteraient leur cœur de métier. Cinq ans plus tard, c'est là aussi la désillusion, du moins pour ceux qui ont cru à ces promesses.

Plantureux dividendes

« *Aucune entreprise n'est alignée sur l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement bien en dessous de 2 0C, constate le think tank Carbon Tracker. ENI, Total-Energies, Repsol et BP se classent en tête, s'engageant à réduire en valeur absolue les émissions de gaz à effet de serre liées à la production et à l'utilisation de leurs produits d'ici à 2030. Mais les objectifs de la plupart des entreprises couvrent uniquement les émissions de leurs opérations.* » C'est vrai des firmes américaines et des sociétés publiques comme Saudi Aramco (Arabie saoudite), Pemex (Mexique) et Petrobras (Brésil).

Oublions l'Amérique de Donald Trump, sa stratégie d'*energy dominance* et sa dernière menace : relever les tarifs douaniers des pays européens n'achetant pas ses hydrocarbures « *en grande quantité* ». Il n'y a rien à espérer du futur ministre de l'énergie, Chris Wright, enrichi par le pétrole de schiste et assénant qu'il n'y a «

pas de crise climatique »

; ni de Doug Burgum, gouverneur du Dakota du Nord et prochain secrétaire à l'intérieur, chargé de la gestion des terres fédérales. Patrons de société pétrolière indépendante, les *wildcatters* ont l'oreille du président élu. Autant de « *petits Trump* » trempés dans un baril de brut, climatosceptiques, apôtres d'une totale liberté d'entreprendre et obsédés par le retour aux actionnaires. Face à eux, les dirigeants des Big Oil (« *supermajors* ») historiques feraient presque figure d'écologistes !

Sur un continent qui s'est engagé, en 2019, à faire sa transition énergétique dans le cadre du pacte vert de la Commission de Bruxelles (aujourd'hui rogné de toutes parts), on pouvait espérer plus de constance des majors européennes. Si leur prise de conscience climatique est réelle, leur politique reste dictée par de puissants actionnaires, hedge funds, fonds de pension et autres gestionnaires d'actifs souvent anglo-saxons. Après avoir constaté qu'il n'y a rien de mieux que les hydrocarbures pour soutenir la rentabilité et le cours de la Bourse, la plupart ont réduit leurs ambitions ou partagé le risque avec d'autres financeurs.

Les capitaux investis dans les solutions bas carbone par les neuf majors mondiales ont baissé de 10 % en 2024, note la banque RBC Capital Markets. Les revenus qu'en tireront ExxonMobil et Chevron, en 2030, se limiteront à 2 %, ceux de Shell, de BP et de TotalEnergies à respectivement 5 %, 7 % et 13 %. Jusqu'à la fin de la décennie au moins, ces cinq supermajors prévoient d'augmenter leur production de pétrole et de gaz. Pour -répondre à la demande, plaident-elles ; mais au moment où le dérèglement climatique s'emballe.

Que se passe-t-il donc chez les -investisseurs ? Les actionnaires traditionnels des compagnies -pétrolières s'endorment sur de plantureux dividendes, gonflés par les rachats d'actions. Pourquoi précipiter la transition énergétique quand la demande d'or noir et de méthane augmente encore ? Les financiers « *verts* » hésitent, eux, à investir dans des sociétés avant tout pétrolières, incertains de la rentabilité des capitaux -injectés dans les technologies décarbonées. Le monde vit ainsi une transition entre deux modèles énergétiques. Une « *vallée de la mort* », selon un dirigeant du secteur, que les pétroliers devront -traverser d'ici à 2050.

Le PDG de TotalEnergies croit avoir trouvé la martingale pour passer du « *système A* » des énergies fossiles au « *système B* » des -renouvelables. Le coup de frein de ses pairs anglo-saxons ? Patrick Pouyanné répète que lui maintient sa trajectoire financière et qu'il faut « *accélérer* » la transition. Objectif : une production d'électricité bas carbone pesant la moitié de son activité en 2050. Le géant français est la plus rentable des -supermajors, notamment grâce à un coût de production du brut très bas. Il a aussi trouvé un modèle d'affaires pour exploiter au mieux ses parcs éoliens et solaires, souvent couplés à des centrales au gaz (très rentables) pour pallier l'intermittence des renouvelables en attendant de l'être aux batteries de stockage de sa filiale Saft.

Tant qu'il y aura du cash... « *Money, money, money !* », clamait -l'envoyé spécial de Joe Biden pour le climat, en mars 2023, au -CERAWeek de Houston (Texas), la grand-messe annuelle des pétroliers. Sans les profits tirés du pétrole et du gaz, rien n'est possible, assurait John Kerry, même s'ils sont responsables de 15 % des émissions de gaz à effet de serre. Que le pétrolier norvégien Equinor se soit porté au secours -d'**Orsted** en prenant 9,8 % de son capital illustre ce paradoxe et la difficulté d'accélérer la décarbonation – pourtant vitale – de l'énergie. Le groupe danois a sans doute eu tort d'avoir raison trop tôt.

Load-Date: December 24, 2024